

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1926-1927.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE FÉVRIER 1927.

FEUILLETON AU 10 MARS 1927.

PÉTITIONS EXAMINÉES PAR LA COMMISSION.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du répertoire
des pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 3537. | Par pétition datée de Bruxelles, le 6 janvier 1927.
Le sieur Moyaerts, secrétaire général de la Fédération Nationale hôtelière de Belgique, à Bruxelles, demande le vote d'une loi régissant la propriété commerciale.

Décision : <i>Renvoi au Ministre de la Justice.</i> |
| 2. | 3538. | Par pétition datée d'Anvers, le 23 décembre 1926.
Le sieur Blockx, président de la Société royale des architectes d'Anvers demande le retour au droit commun en matière de loyers.

Décision : <i>Renvoi au Ministre de la Justice.</i> |
| 3. | 3539. | Par pétition datée de Dour, le 25 décembre 1926.
Le sieur Wilquin, secrétaire du groupe des anciens combattants et ex-militaires socialistes de Dour demande une enquête au sujet d'un fait qui se serait passé à la caserne de Mons.

Décision : <i>Renvoi au Ministre de la Défense Nationale.</i> |
| 4. | 3540. | Par pétition datée de Louvain, le 26 décembre 1926.
Le sieur Coppens, détenu à la prison centrale de Louvain sollicite la révision de sa condamnation.

Décision : <i>Renvoi au Ministre de la Justice.</i> |
| 5. | 3541. | Par pétition datée de Liège, le 3 janvier 1927,
Le sieur Rehau, Mathieu, à Liège, proteste contre le |

Numéros
du
feuillet. Numéros
du répertoire
des pétitions.

retrait de la pension de vieillesse qui lui avait été allouée.

Décision : Renvoi au Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale

6. 3542. Par pétition datée de Neufchâteau, le 23 décembre 1926,
3546. Le Conseil communal de Neufchâteau émet le vœu de
3547. voir proroger purement et simplement, pour l'exer-
3552. cice 1927, les dispositions de la loi du 17 mars 1925 sur
3556. la fiscalité provinciale et communale, et étudier les modi-
3563. fications qu'il y aurait lieu d'apporter à la loi instituant le
3568. « Fonds des communes » en vue de mettre les communes
3572. à même d'équilibrer leur budget.
3601. Même pétition des Conseils communaux d'Angleur,
Ath, Bouffioulx, Comines, Couillet, Courcelles, Enghien,
Ensival, Fontaine-l'Évêque, Gembloux, Gilly, Grivegnée,
Haine-Saint-Pierre, Hal, Herstal, Heusy, Heyst-sur-Mer,
Jennappes, Limbourg, Mons, Mont-Saint-Amand, Nieuport,
Ostende, Piéton, Quaregnon, Saint-Josse-ten-Noode, Spa,
Tamise, Wasnes.

Décision : Renvoi au Ministre des Finances.

7. 3543. Par pétition datée de Châtelet, le 23 décembre 1926,
3544. Le Conseil communal de Châtelet émet le vœu de voir
3548. exonérer les registres de l'État civil du droit de timbre.
3553. Même pétition des Conseils communaux d'Angleur,
3557. Bouffioulx, Carnières, Charleroi, Farciennes, Fontaine-
3567. l'Évêque, Haine-Saint-Paul, Herstal, Jumet, Kessel-Loo,
3571. Meirelbeke, Menin, Montegnée, Ougrée, Soignies, Tirle-
3575. 3588. mont, Trazegnies, Vottem.

Décision : Renvoi au Ministre des Finances.

8. 3551. Par pétition datée de Forest, le 17 janvier 1927,
Le sieur Pinchart, à Forest, employé de l'État, demande
que les agents qui ont à leur charge un enfant qui leur a
été confié par le Comité de patronage des enfants aban-
donnés puissent jouir de l'indemnité familiale.

Décision : Renvoi au Premier Ministre, Ministre des Colonies.

9. 3555. Par pétition datée de Charleroi, le 15 janvier 1927,
3597. Le Conseil communal de Charleroi émet le vœu de voir
le législateur modifier l'article 5, § 1^{er}, de la loi du
7 juin 1926, et rétablir le 2^e alinéa du § 1^{er} de l'article 1^{er}
de la loi du 28 février 1920, qui prescrivait de déduire la

Numéros
du
fouilleton.

Numéros
du répertoire
des pétitions.

taxe sur les spectacles pour établir le montant des recettes imposables.

Même pétition du Conseil communal de Mons.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre des Finances.*

10. 3558. Par pétition datée de Farciennes, le 26 janvier 1927,
Le Conseil communal de Farciennes émet le vœu de voir rendre l'autonomie complète aux communes.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre des Finances.*

11. 3559. Par pétition datée de Liège, le 25 janvier 1927,
3561. Le sieur Batta, secrétaire de la Société de Secours
3574. mutuels « Les Artisans Réunis », à Liège, demande le
3580. vote d'un projet de loi créant un Fonds de mutualité.
3585. Même pétition du sieur Robert, secrétaire de la Fédéra-
3590. tion de Mutualités et des Unions mutualistes socialistes de
3595. la province de Liège, à Liège; du sieur Simon, secrétaire
3599. de la Caisse de Secours mutuels « La Solidarité », à Hou-
3606. deng-Goegnies; du sieur Sauvage, Wilmer, président de
la Société de Secours mutuels de Manage; du sieur Cogniat,
Jules, président de la Mutuelle socialiste de Merbes-
le-Château; des sieurs Drugman, Boitte et Lambert, au
nom des Mutualités socialistes de Jolimont, Haine-Saint-
Paul et « Le Progrès », à Verviers; du sieur Neffe, Léon,
président de la Société de Secours mutuels « L'Égalité »,
à Pont-à-Celles; du sieur Cantiau, Léon, président du
Syndicat des Mineurs, à Houdeng-Goegnies; du sieur
Bouchez, président de la Section des Mutualistes socialistes
de Péronnes-Charbonnages; du sieur Desier, secrétaire de
la Société de Secours mutuels « La Solidarité », à La Lou-
vière, et du secrétaire de la Mutualité de la Fédération libre
des ouvriers et ouvrières de la laine peignée de Verviers et
environs.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale.*

12. 3564. Par pétition datée de Olne, le 26 janvier 1927,
Le sieur Martiny, président de la Commission d'assis-
tance de Olne, émet le vœu de voir augmenter l'allocation
annuelle de 480 francs accordée aux indigents séquestrés à
domicile.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de la Justice.*

13. 3565. Par pétition datée de Tournai, le 25 janvier 1927,
Le sieur Lohest, président de la Chambre de commerce

Numéros du feuilleton.	Numéros du répertoire des pétitions.
------------------------------	--

et d'industrie du Tournaisis, à Tournai, demande la réforme de notre régime fiscal.

Décision : *Renvoi au Ministre des Finances.*

- | | | |
|-----|-------|---|
| 14. | 3566. | Par pétition datée d'Arlon, le 27 janvier 1927,
La dame veuve Bertrand, à Arlon, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir la liquidation de ses dommages de guerre. |
|-----|-------|---|

Décision : *Renvoi au Ministre de l'Agriculture.*

- | | | |
|-----|---|---|
| 15. | 3570.
3583.
3586.
3589.
3600. | Par pétition datée de Trazegnies, le 31 décembre 1926,
Le Conseil communal de Trazegnies émet le vœu de voir relever le taux des pensions de vieillesse.
Même pétition des Conseils communaux de Berehem-Anvers, Deurne, Schelle et Schooten. |
|-----|---|---|

Décision : *Renvoi au Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale.*

- | | | |
|-----|-------|---|
| 16. | 3573. | Par pétition datée de Montignies-sur-Sambre, le 31 janvier 1927,
Le sieur Renversez, à Charleroi, demande que des précisions soient données au plus tôt sur les modalités d'application de la loi relative à la protection des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie. |
|-----|-------|---|

Décision : *Renvoi au Ministre des Finances.*

- | | | |
|-----|-------|---|
| 17. | 3577. | Par pétition datée de Dieghem, le 3 février 1927,
Le Conseil communal de Dieghem proteste contre le projet de transfert de la Justice de Paix de Schaerbeek au Palais de Justice de Bruxelles. |
|-----|-------|---|

Décision : *Renvoi au Ministre de la Justice.*

- | | | |
|-----|-------|--|
| 18. | 3578. | Par pétition datée de Bruges, le 3 février 1927,
Les président et secrétaire de la Chambre de commerce de la ville et de l'arrondissement de Bruges demande le dépôt d'un projet de loi instaurant la Société à responsabilité limitée. |
|-----|-------|--|

Décision : *Renvoi au Ministre de la Justice.*

- | | | |
|-----|-------|--|
| 19. | 3579. | Par pétition datée de Verviers, le 1 ^{er} février 1927,
Le secrétaire fédéral de la Fédération socialiste de l'arrondissement de Verviers, à Verviers, demande : 1° le vote d'une loi créant un Fonds national de mutualité; 2° que les subsides accordés aux Caisses de retraite soient majorés |
|-----|-------|--|

Numéros
du
fouilleton. Numéros
du répertoire
des pétitions.

de 50 p. e.; 3° la péréquation du taux des pensions; 4° la revision de la loi générale des pensions.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.*

20. 3581. Par pétition datée de Bruxelles, le 7 février 1927,
Le sieur Michel, Paul, à Bruxelles, sollicite certaines dérogations aux règles qui régissent l'examen pour l'obtention du diplôme de dentiste.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.*

21. 3582. Par pétition datée de Molenbeek-Saint-Jean, le 8 janvier 1927,
Le sieur Banckaert, Prosper, à Molenbeek-Saint-Jean, sollicite la restitution de son brevet de pension de vieillesse.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale.*

22. 3584. Par pétition datée de Herenthals, le 11 janvier 1927,
Le sieur Leenmans, président du « Burgersbond », à Herenthals, demande la revision de la législation sur le droit de timbre.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre des Finances.*

23. 3591. Par pétition datée de Bruxelles, le 16 février 1927,
Le sieur Levêque, secrétaire général de la Fédération nationale des Déportés de Belgique, à Bruxelles, demande que tous les déportés puissent jouir du bénéfice de l'article 7 des lois coordonnées, relatives aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, quel que soit le lieu de leur déportation.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre des Finances.*

24. 3592. Par pétition datée de Liège, le 16 février 1927,
Le sieur Plomden, président de la Ligue d'action wallonne, à Liège, demande l'exécution des travaux destinés à protéger les riverains de la Meuse contre les inondations, et le vote des crédits dont dépend la réalisation de l'Exposition de Liège.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre des Travaux publics.*

Numéro du feuilleton.	Numéro du répertoire des pétitions.
-----------------------------	---

25.

3594.

Par pétition de Liège, sans date,

Les sieurs Duchesne et Félot, au nom de l'Association wallonne du personnel de l'État et des Administrations publiques, à Liège, demandent que le personnel de l'État puisse continuer à jouir du bénéfice des articles 9 et 10 de la loi concernant l'emploi des langues en matière administrative.

DÉCISION : *Renvoi au Ministre des Chemins de fer, Postes, Marine, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique.*

